

TITRE IV — SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Littera	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1989 — Saldo op 1 januari 1989	Recettes de l'année 1989 — Ontvangsten van het jaar 1989
			Section I		
			Dépenses de l'Etat sur ressources affectées		
			CHAPITRE I		
			FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT PAR DES CREDITS BUDGETAIRES		
60	.03 (44)	A	Fonds spécial de la recherche scientifique de la Gendarmerie	5,1	—
			Totaux pour le chapitre I	5,1	—
			CHAPITRE II		
			FONDS DE EMPLOI DE CREDITS BUDGETAIRES		
63	05 (77)	A	Emploi du montant des prestations pour compte de tiers et des cessions de matériels et de produits à des tiers, quelle que soit la nature de la dépense	1,6	1,0
			Totaux pour le chapitre II	1,6	1,0
			Totaux pour la section I. — Dépenses de l'Etat sur ressources affectées	6,7	1,0
			Totaux pour le Titre IV. — Section particulière	6,7	1,0

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 89 — 1948

16 JUIN 1989. — Loi portant approbation du Protocole additionnel et de l'échange de lettres, signés à Washington le 31 décembre 1987, modifiant et complétant la convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 9 juillet 1970 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le Protocole additionnel et l'échange de lettres, signés à Washington le 31 décembre 1987, modifiait et complétant la Convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis

(1) Session 1988-1989.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, n° 874-1.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 13 maart 1989. — Vote. Séance du 13 maart 1989.

Sénat.

Documents. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 623-1. — Rapport, n° 623-2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 12 avril 1989. — Vote. Séance du 13 avril 1989.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 89 — 1948

16 JUNI 1989. — Wet houdende goedkeuring van het Aanvullend protocol en van de wisseling van brieven, ondertekend te Washington op 31 december 1987, tot wijziging en aanvulling van de overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 9 juli 1970 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Aanvullend Protocol en de wisseling van brieven, ondertekend te Washington op 31 december 1987, tot wijziging en aanvulling van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk

(1) Zitting 1988-1989.

Kamers van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 874-1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 13 maart 1989. — Stemming. Zitting van 13 maart 1989.

Senaat.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 623-1. — Verslag, nr. 623-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 12 april 1989. — Stemming. Zitting van 13 april 1989.

TITEL IV — AFZONDERLIJKE SECTIE

(In miljoenen franken)

Dépenses de l'année 1989 — Uitgaven van het jaar 1989	Solde au 31 décembre 1989 — Saldo op 31 december 1989	TEKSTEN	Art.	Littera	Wijze van beschikking
		Sectie I			
		Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming			
		HOOFDSTUK I			
		FONDSSEN VOORNAMELIJK GESTIJFD DOOR BEGROTINGSKREDIETEN			
—	5,1	Speciaal fonds voor wetenschappelijk onderzoek van de Rijks ² wacht.	60	03 (44)	A
—	5,1	Totalen voor hoofdstuk I.			
		HOOFDSTUK II			
		WEDERBELEGGINGSFONDSSEN VAN BEGROTINGSKREDIETEN			
2,0	0,6	Wederbelegging van het bedrag van de prestaties voor rekening van derden en van de cessies van materieel en produkten aan derden, onafgezien van de aard van de uitgave.	63	05 (77)	A
2,0	0,6	Totalen voor hoofdstuk II.			
2,0	5,7	Totalen voor sectie I. — Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming.			
2,0	5,7	Totalen voor Titel IV. — Afzonderlijke sectie.			

d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Bruxelles le 9 juillet 1970 sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Commerce extérieur,
R. URBAIN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

België en de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen ondertekend te Brussel op 9 juli 1970 zullen volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Buitenlandse Handel,
R. URBAIN

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Protocole additionnel modifiant et complétant la convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 9 juillet 1970

Le Gouvernement du Royaume de Belgique
et

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

Désireux de promouvoir le développement des relations économiques entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique,

Considérant qu'il est souhaitable que, pendant les négociations engagées en vue de conclure une nouvelle convention entre les deux pays, certaines entraves à ce développement soient levées avant la conclusion de la nouvelle convention,

Ont décidé de conclure un Protocole additionnel à la Convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 9 juillet 1970 (ci-après « la Convention ») et

Sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}

Le texte de l'article 10 (Dividendes) de la Convention est suspendu et remplacé par ce qui suit :

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui possède directement au moins 10 pour cent des actions assorties d'un droit de vote de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article, désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident. Ce terme comprend également les revenus — même attribués sous la forme d'intérêts — imposables au titre de revenus de capitaux investis par les associés dans une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident de la Belgique.

4. Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes fait partie de l'actif de cet établissement stable ou de cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 14 (Professions indépendantes), suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant paie des dividendes, l'autre Etat contractant ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par cette société à un résident du premier Etat, sauf dans la mesure où la participation génératrice des dividendes fait partie de l'actif d'un établissement stable ou d'une base fixe situés dans cet autre Etat.

6. Pour l'application du paragraphe (4) et nonobstant toute autre disposition de la Convention, les dividendes payés par une société qui est un résident de la Belgique et afférents à une participation qui fait partie de l'actif d'un établissement stable situé en Belgique, sont imposables distinctement, conformément à la législation belge.

Aanvullend protocol tot wijziging en aanvulling van de overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 9 juli 1970

De Regering van het Koninkrijk België
en

De Regering van de Verenigde Staten van Amerika,

Wenende bij te dragen tot de verbetering van de economische betrekkingen tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika,

Overwegende dat het wenselijk is, tijdens de onderhandelingen die worden gevoerd aangaande een nieuwe overeenkomst tussen beide landen, sommige hinderpalen voor de verbetering van die economische betrekkingen uit de weg te ruimen vóór die nieuwe overeenkomst tot stand komt,

Hebben beslist een aanvullend Protocol te sluiten bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 9 juli 1970 (hierna « de Overeenkomst ») en

Zijn over de volgende artikelen overeengekomen :

Artikel 1

De tekst van artikel 10 (Dividenden) van de Overeenkomst wordt opgeschort en vervangen door het volgende :

1. Dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Deze dividendes mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividendes betaalt inwoner is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividendes inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan :

a) 5 percent van het brutobedrag van de dividendes indien de uiteindelijk gerechtigde een vennootschap is die onmiddellijk ten minste 10 percent bezit van de stemgerechtigde aandelen van de vennootschap die de dividendes betaalt;

b) 15 percent van het brutobedrag van de dividendes in alle andere gevallen.

Deze paragraaf laat onverlet de belastingheffing van de vennootschap ter zake van de winst waaruit de dividendes worden betaald.

3. De uitdrukking « dividendes », zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit aandelen, winstaandelen of winstbewijzen, mijnaandelen, oprichtersaandelen of andere rechten op een aandeel in de winst, met uitzondering van schuldvoorderingen, alsmede inkomsten uit andere rechten in vennootschappen die volgens de wetgeving van de Staat waarvan de uitkerende vennootschap inwoner is, op dezelfde wijze als inkomsten uit aandelen in de belastingheffing worden betrokken. Deze uitdrukking omvat ook inkomsten — zelfs indien zij worden toegekend in de vorm van interest — die belastbaar zijn als inkomsten van belegde kapitalen van vennoten in een vennootschap, niet zijnde een vennootschap op aandelen, die inwoner is van België.

4. De bepalingen van de paragrafen (1) en (2) zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividendes, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividendes betaalt inwoner is, een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividendes worden betaald deel uitmaakt van de activa van die vaste inrichting of die vaste basis. In dat geval zijn de bepalingen van Artikel 7 (Ondernemingswinst) of Artikel 14 (Zelfstandige beroepen), naar het geval, van toepassing.

5. Indien een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat dividendes betaalt, mag de andere overeenkomstsluitende Staat geen belasting heffen op dividendes die door die vennootschap aan een inwoner van de eerstbedoelde Staat worden betaald, behalve indien het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividendes worden betaald deel uitmaakt van de activa van een vaste inrichting of een vaste basis in die andere Staat.

6. Voor de toepassing van paragraaf (4) en niettegenstaande elke andere bepaling van de Overeenkomst mogen dividendes betaald door een vennootschap die een inwoner is van België uit hoofde van een aandelenbezit dat deel uitmaakt van de activa van een vaste inrichting die in België is gevestigd, afzonderlijk worden belast in overeenstemming met de Belgische wetgeving.

Article 2

A l'article 11, paragraphe (5) (Intérêts) de la Convention, les termes « article 10, paragraphe (2) (Dividendes) » sont remplacés par les termes « article 10, paragraphe (3) (Dividendes) ».

Article 3

L'article suivant est inséré dans la Convention entre l'article 12 (Redevances) et l'article 13 (Gains en capital) :

Article 12 A

(Limitation des avantages)

1. Une personne (autre qu'une personne physique) qui est un résident d'un Etat contractant et qui tire des dividendes, des intérêts ou des redevances de l'autre Etat contractant n'a pas droit à un dégrèvement d'impôt dans cet autre Etat contractant en vertu des articles 10 (Dividendes), 11 (Intérêts) ou 12 (Redevances) à moins que :

a) les deux conditions suivantes ne soient remplies :

i) plus de 50 pour cent des intérêts dans cette personne (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du nombre de parts de chaque catégorie d'actions de la société) sont, directement ou indirectement, la propriété d'une ou plusieurs personnes physiques qui sont des résidents d'un des Etats contractants, d'un des Etats contractants ou d'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou de citoyens des Etats-Unis; et

ii) plus de 50 pour cent du revenu brut de cette personne n'est pas utilisé, directement ou indirectement, aux fins de servir des engagements en matière d'intérêts ou de redevances envers des personnes qui ne sont ni des résidents d'un des Etats contractants, ni un des Etats contractants ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ni des citoyens des Etats-Unis; ou

b) les dividendes, les intérêts ou les redevances tirés de l'autre Etat contractant ne proviennent directement ou accessoirement de l'exercice effectif par cette personne d'activités industrielles ou commerciales menées dans le premier Etat (autres que des activités qui consistent principalement à effectuer ou gérer des investissements dans l'autre Etat contractant); ou

c) la personne qui reçoit les dividendes, les intérêts ou les redevances ne soit un résident d'un Etat contractant dont la principale catégorie d'actions fait l'objet de transactions substantielles et régulières dans une bourse de valeurs reconnue ou dont plus de 50 pour cent des actions de chaque catégorie sont la propriété d'un résident de cet Etat contractant dont la principale catégorie d'actions fait l'objet de telles transactions substantielles et régulières dans une bourse de valeurs reconnue.

2. Pour l'application de l'alinéa (1) (a) (ii), l'expression « revenu brut » désigne :

a) dans le cas des Etats-Unis, le revenu brut défini conformément à l'Internal Revenue Code de 1986, tel que modifié par la suite, sans qu'il soit tenu compte de l'origine géographique des revenus;

b) dans le cas de la Belgique, les recettes brutes ou, lorsque les activités d'une entreprise couvrent la fabrication ou la production de biens, les recettes brutes diminuées du coût direct de la main-d'œuvre et des matières qui est imputable à cette fabrication ou production et qui est ou sera payé par prélèvement sur ces recettes.

3. Pour l'application de l'alinéa (1) (c), l'expression « bourse de valeurs reconnue » désigne :

a) le système *Nasdaq* appartenant à la « National Association of Securities Dealers, Inc. » et toute bourse de valeurs enregistrée auprès de la « Securities and Exchange Commission » en tant que bourse nationale des valeurs au sens du « Securities Exchange Act of 1934 »;

b) les bourses belges de valeurs; et

c) toute autre bourse de valeurs, reconnue par les autorités compétentes des Etats contractants. »

Article 4

1. Le présent Protocole additionnel qui fera partie intégrante de la Convention signée à Bruxelles le 9 juillet 1970, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles aussitôt que possible.

2. Le présent Protocole additionnel entrera en vigueur le quinzième jour suivant la date de l'échange des instruments de ratification et ses dispositions s'appliqueront aux dividendes, aux intérêts et aux redevances attribués ou payés à partir du 1^{er} janvier 1988.

Artikel 2.

In artikel 11, paragraaf (5) (Interest) van de Overeenkomst, worden de woorden « artikel 10, paragraaf (2) (Dividenden) » vervangen door de woorden « artikel 10, paragraaf (3) (Dividenden) ».

Artikel 3

Het volgende artikel wordt in de Overeenkomst tussen artikel 12 (Royalty's) en artikel 13 (Vermogenswinsten) ingevoegd

Artikel 12 A

(Beperking van de voordelen)

1. Een persoon (niet zijnde een natuurlijke persoon) die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat en dividend, interest of royalty's uit die andere overeenkomstsluitende Staat ontvangt is in die andere overeenkomstsluitende Staat niet gerechtigd tot de in de artikelen 10 (Dividenden), 11 (Interest) of 12 (Royalty's) bepaalde vermindering of vrijstelling van belasting behalve indien :

a) aan beide volgende voorwaarden is voldaan :

i) meer dan 50 percent van de belangen in die persoon (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent van het aantal aandelen van elke soort aandelen van de vennootschap) is, rechtstreeks of onrechtstreeks, eigendom van één of meer natuurlijke personen die inwoner zijn van één van de overeenkomstsluitende Staten, van één van de overeenkomstsluitende Staten of van één van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan, of van staatsburgers van de Verenigde Staten; en

ii) meer dan 50 percent van het bruto-inkomen van die persoon wordt noch rechtstreeks noch onrechtstreeks gebruikt ter voldoening van verplichtingen inzake interest of royalty's tegenover personen die niet zijn of wel inwoner van één van de overeenkomstsluitende Staten, of wel één van de overeenkomstsluitende Staten of één van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan of wel staatsburger van de Verenigde Staten; of

b) de dividend, de interest of de royalty's verkregen uit de andere overeenkomstsluitende Staat rechtstreeks of bijkomstig verband houden met een nijverheids- of handelsbedrijf dat die persoon in de eerstbedoelde Staat werkelijk uitoefent (niet zijnde een bedrijf dat er hoofdzakelijk in bestaat investeringen in de andere Staat te doen of te beheren); of

c) de persoon die de dividend, de interest of de royalty's verkrijgt inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat en of wel de voornaamste soort aandelen daarvan in belangrijke mate en geregeld wordt verhandeld op een erkende effectenbeurs, of wel meer dan 50 percent van de aandelen van elke soort aandelen daarvan eigendom is van een inwoner van die overeenkomstsluitende Staat en de voornaamste soort aandelen daarvan aldus in belangrijke mate en geregeld op een erkende effectenbeurs wordt verhandeld.

2. Voor de toepassing van subparagraaf (1) (a) (ii), betekent de term bruto-inkomen :

a) met betrekking tot de Verenigde Staten van Amerika, het bruto-inkomen zoals bepaald in de Internal Revenue Code van 1986, met elke latere wijziging, zonder dat de geografische herkomst van de inkomsten moet in acht worden genomen;

b) met betrekking tot België, de bruto-ontvangsten of, indien de werkzaamheden van een onderneming het vervaardigen of voortbrengen van goederen omvat, de bruto-ontvangsten verminderd met de directe kosten van arbeid en materialen die toe te rekenen zijn aan het vervaardigen of produceren en uit die ontvangsten zijn betaald of zullen worden betaald.

3. Voor de toepassing van subparagraaf (1) (c), betekent de uitdrukking « erkende effectenbeurs » :

a) het *Nasdaq* systeem van de « National Association of Securities Dealers, Inc. » en elke effectenbeurs geregistreerd bij de « Securities and Exchange Commission » in de hoedanigheid van nationale wisselbeurs in de zin van de « Securities Exchange Act of 1934 »;

b) de Belgische effectenbeurzen; en

c) elke andere door de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten erkende effectenbeurs. »

Artikel 4

1. Dit aanvullend Protocol, dat een integraal deel vormt van de te Brussel op 9 juli 1970 ondertekende overeenkomst, zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk te Brussel worden uitgewisseld.

2. Dit aanvullend Protocol zal in werking treden op de vijftiende dag na de datum van de uitwisseling van de akten van bekrachtiging en de bepalingen ervan zullen van toepassing zijn op dividend, interest en royalty's toegekend of betaald op of na 1 januari 1988.

Article 5

Le présent Protocole additionnel restera en vigueur aussi longtemps que la Convention produit ses effets et, dans l'éventualité où cette Convention serait dénoncée, cessera de s'appliquer en même temps que cette Convention. Toutefois, chaque Etat contractant pourra dénoncer séparément le présent Protocole additionnel, par écrit et par voie diplomatique, moyennant un préavis minimum de six mois, à tout moment après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Dans cette éventualité, le Protocole additionnel cessera de produire ses effets en ce qui concerne les dividendes, les intérêts et les redevances attribués ou payés à partir du 1^{er} janvier suivant immédiatement l'expiration de la période de six mois, et les dispositions de la Convention en vigueur le 31 décembre 1987 s'appliqueront à ces paiements.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole additionnel

Fait à Washington, le 31 décembre 1987, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise et anglaise, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique,
H. Dehennin

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique,
W. Bodde, jr.

Artikel 5

Dit aanvullend Protocol blijft van kracht zolang de Overeenkomst uitwerking heeft en zal, ingeval die Overeenkomst wordt opgezegd, tezelfdertijd als de Overeenkomst ophouden uitwerking te hebben. Elke overeenkomstsluitende Staat kan evenwel dit aanvullend Protocol afzonderlijk ten minste zes maanden vooraf opzeggen door schriftelijke kennisgeving ervan langs diplomatieke weg en dit te allen tijde na het verstrijken van een termijn van vijf jaren te rekenen van de dag waarop het Protocol in werking treedt. In dat geval, houdt het aanvullend Protocol op uitwerking te hebben ten aanzien van dividend, interest en royalty's toegekend of betaald op of na 1 januari onmiddellijk volgend op het verstrijken van de periode van zes maanden en de bepalingen van de Overeenkomst, zoals die op 31 december 1987 van kracht waren, zullen op die betalingen van toepassing zijn.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectievelijke Regeringen, dit aanvullend Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Washington in tweevoud, in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk authentiek, op 31 december 1987.

Voor de Regering van het Koninkrijk België,
H. Dehennin

Voor de Regering van de Verenigde Staten van Amerika,
W. Bodde, jr.

(Traduction)

Department of State, Washington
December 31, 1987.

His Excellency
Herman Dehennin
Ambassador of Belgium.

Excellency,

I have the honor to refer to the Supplementary Protocol Modifying and Supplementing the Convention between the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of Belgium for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion, signed at Brussels on July 9, 1970. The Protocol has been signed at Washington on this date. During the course of the discussions regarding the Protocol, one question arose with respect to which it was deemed appropriate to exchange Notes recording the agreement reached by the delegations from our two countries.

Article 3 of the Protocol adds a new Article 12A to the Convention, which provides that, unless certain alternative conditions are satisfied, a person (other than an individual) which is a resident of a Contracting State and derives dividends, interest, or royalties from the other Contracting State shall not be entitled under the Dividends, Interest, and Royalties Articles of the Convention to relief from taxation in the other Contracting State unless (in the language of the English text of the Protocol) more than 50 percent of the « beneficial interest » in such person is owned by one or more individual residents of one of the Contracting States, one of the Contracting States or its political subdivisions or local authorities, or citizens of the United States (hereinafter « listed persons »).

The delegations agreed that the French and Dutch language texts of the new Article 12A incorporate the meaning of the English language term « beneficial interest ».

Département d'Etat, Washington
Le 31 décembre 1987.

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au Protocole additionnel modifiant et complétant la Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume de Belgique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles, le 9 juillet 1970. Le Protocole a été signé à Washington ce jour. Au cours des négociations relatives au Protocole, un problème a été soulevé à propos duquel il a paru opportun d'échanger des Notes constatant l'accord des délégations de nos deux pays.

L'article 3 du Protocole insère dans la Convention un nouvel article 12A qui prévoit que, sauf si certaines autres conditions sont remplies, une personne (autre qu'une personne physique) qui est un résident d'un Etat contractant et qui tire des dividendes, des intérêts ou des redevances de l'autre Etat contractant, n'a pas droit à un dégrèvement d'impôt dans cet autre Etat contractant en vertu des articles relatifs aux dividendes, aux intérêts et aux redevances, à moins que (suivant le texte en langue anglaise du Protocole) plus de 50 pour cent du « beneficial interest » dans cette personne sont la propriété d'une ou plusieurs personnes physiques résidentes de l'un des Etats contractants, d'un des Etats contractants ou d'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou de citoyens des Etats-Unis (ci-après « personnes énumérées »).

Les délégations sont convenues que les textes en langue française et néerlandaise du nouvel article 12A ont la même signification que l'expression anglaise « beneficial interest ».

(Vertaling)

Staatsdepartement, Washington
De 31 december 1987.

Excellentie,

Ik heb de eer te verwijzen naar het aanvullend Protocol tot wijziging en aanvulling van de Overeenkomst tussen de Verenigde Staten van Amerika en het Koninkrijk België tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 9 juli 1970. Het Protocol werd vandaag te Washington ondertekend. In de loop van de besprekingen met betrekking tot het Protocol is een probleem gerezen waaromtrent het passend werd geacht nota's uit te wisselen waarin de overeenstemming van de delegaties van onze beide landen wordt vastgesteld.

Artikel 3 van het Protocol voegt in de Overeenkomst een nieuw artikel 12A in dat, behalve indien aan sommige andere voorwaarden is voldaan, bepaalt dat een persoon (niet zijnde een natuurlijk persoon) die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat en uit de andere overeenkomstsluitende Staat dividend, interest of royalty's verkrijgt, geen recht heeft op vrijstelling of vermindering van belasting in die andere overeenkomstsluitende Staat op grond van de artikelen betreffende dividend, interest of royalty's, behalve indien (volgens de Engelse tekst van het Protocol) meer dan 50 percent van de « beneficial interest » in die persoon eigendom is van één of meer natuurlijke personen die inwoner zijn van één van de overeenkomstsluitende Staten, van één van de overeenkomstsluitende Staten of van één van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan, of van staatsburgers van de Verenigde Staten (hierna « de vermelde personen »).

De delegaties zijn overeengekomen dat de teksten in de Franse en de Nederlandse taal van het artikel 12A dezelfde betekenis hebben als de Engelse uitdrukking « beneficial interest ».

Specifically, for the condition in the preceding paragraph to be satisfied, more than 50 percent of the rights to income and other economic rights in the person claiming treaty benefits must be owned by one or more of the listed persons. In the case of a trust claiming treaty benefits, for example, more than 50 percent of the interests held by beneficiaries of the trust must be held by listed persons for the condition to be satisfied; the identities of the legal owners of the trust are irrelevant for this purpose.

If this is in accord with your understanding, I would appreciate a confirmation from you to this effect.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
W. Bodde, jr.

Embassy of Belgium
December 31, 1987.

His Excellency
George P. Shultz,
Secretary of State,
Washington.

Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date which reads as follows :

Excellency,

I have the honor to refer to the Supplementary Protocol Modifying and Supplementing the Convention between the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of Belgium for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion, signed at Brussels on July 9, 1970. The Protocol has been signed at Washington on this date. During the course of the discussions regarding the Protocol, one question arose with respect to which it was deemed appropriate to exchange Notes recording the agreement reached by the delegations from our two countries.

Article 3 of the Protocol adds a new Article 12A to the Convention, which provides that, unless certain alternative conditions are satisfied, a person (other than an individual) which is a resident of a Contracting State and derives dividends, interest, or royalties from the other Contracting State shall not be entitled under the Dividends, Interest, and Royalties Articles of the Convention to relief from taxation in the other Contracting State unless (in the language of the English text of the Protocol) more than 50 percent of the « beneficial interest » in such person is owned by one or more individual residents of one of the Contracting States, one of the Contracting States or its political subdivisions or local authorities, or citizens of the United States (hereinafter « listed persons »).

En particulier, pour que la condition décrite au paragraphe précédent soit remplie, il est nécessaire que plus de 50 p.c. des droits au revenu, ainsi que des autres droits économiques, de la personne demandant les avantages conventionnels soient la propriété d'une ou plusieurs des personnes énumérées. Dans l'éventualité où un trust, par exemple, demanderait les avantages conventionnels, plus de 50 p.c. des intérêts détenus par les bénéficiaires dudit trust doivent être détenus par des personnes énumérées pour que la condition soit remplie; l'identité des propriétaires légaux du trust est ici sans pertinence.

Si ce qui précède correspond à vos vues, je serais heureux d'en recevoir de vous la confirmation.

Veillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Pour le Secrétaire d'Etat :
W. Bodde, jr.

(Traduction)

Ambassade de Belgique Washington
Le 31 décembre 1987.

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre Excellence, datée de ce jour et libellée comme suit :

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au Protocole additionnel modifiant et complétant la Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume de Belgique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles, le 9 juillet 1970. Le Protocole a été signé à Washington ce jour. Au cours des négociations relatives au Protocole, un problème a été soulevé à propos duquel il a paru opportun d'échanger des Notes constatant l'accord des délégations de nos deux pays.

L'article 3 du Protocole insère dans la Convention un nouvel article 12A qui prévoit que, sauf si certaines autres conditions sont remplies, une personne (autre qu'une personne physique) qui est un résident d'un Etat contractant et qui tire des dividendes, des intérêts ou des redevances de l'autre Etat contractant, n'a pas droit à un dégrèvement d'impôt dans cet autre Etat contractant en vertu des articles relatifs aux dividendes, aux intérêts et aux redevances, à moins que (suivant le texte en langue anglaise du Protocole) plus de 50 pour cent du « beneficial interest » dans cette personne sont la propriété d'une ou plusieurs personnes physiques résidentes de l'un des Etats contractants, d'un des Etats contractants ou d'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou de citoyens des Etats-Unis (ci-après « personnes énumérées »).

Opdat aan de in de voorgaande paragraaf omschreven voorwaarde voldaan is, is in het bijzonder nodig dat meer dan 50 percent van de rechten op inkomsten of van de andere economische rechten, van de persoon die de voordelen ingevolge de overeenkomst vraagt eigendom zijn van één of meer van « de vermelde personen ». Ingeval een trust, bij voorbeeld, de voordelen ingevolge de overeenkomst zou vragen, moeten meer dan 50 percent van de belangen die in het bezit zijn van begunstigen van die trust in het bezit zijn van « de vermelde personen » opdat aan de voorwaarde zou voldaan zijn, de identiteit van de wettelijke eigenaars van de trust is hier zonder belang.

Indien wat voorafgaat met Uwe inzichten overeenstemt, zou ik gelukkig zijn daarvan de bevestiging te mogen ontvangen.

Gelieve, Excellentie, de hernieuwde verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

Voor de Staatssecretaris:
W. Bodde, jr.

(Vertaling)

Ambassade van België Washington
De 31 december 1987

Excellentie,

Ik heb de eer U ontvangst te berichten van de nota van Uwe Excellentie van vandaag en die luidt als volgt :

Excellentie,

Ik heb de eer te verwijzen naar het aanvullend Protocol tot wijziging en aanvulling van de Overeenkomst tussen de Verenigde Staten van Amerika en het Koninkrijk België tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 9 juli 1970. Het Protocol werd vandaag te Washington ondertekend. In de loop van de besprekingen met betrekking tot het Protocol is een probleem gerezen waaromtrent het passend werd geacht nota's uit te wisselen waarin de overeenstemming van de delegaties van onze beide landen wordt vastgesteld.

Artikel 3 van het Protocol voegt in de Overeenkomst een nieuw artikel 12A in dat, behalve indien aan sommige andere voorwaarden is voldaan, bepaalt dat een persoon (niet zijnde een natuurlijke persoon) die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat en uit de andere overeenkomstsluitende Staat dividend, interest of royalty's verkrijgt, geen recht heeft op vrijstelling of vermindering van belasting in die andere overeenkomstsluitende Staat op grond van de artikelen betreffende dividend, interest of royalty's, behalve indien (volgens de Engelse tekst van het Protocol) meer dan 50 percent van de « beneficial interest » in die persoon eigendom is van één of meer natuurlijke personen die inwoner zijn van één van de overeenkomstsluitende Staten, van één van de overeenkomstsluitende Staten of van één van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan, of van staatsburgers van de Verenigde Staten (hierna « de vermelde personen »).

The delegations agreed that the French and Dutch language texts of the new Article 12A incorporate the meaning of the English language term «beneficial interest». Specifically, for the condition in the preceding paragraph to be satisfied, more than 50 percent of the rights to income and other economic rights in the person claiming treaty benefits must be owned by one or more of the listed persons. In the case of a trust claiming treaty benefits, for example, more than 50 percent of the interests held by beneficiaries of the trust must be held by listed persons for the condition to be satisfied; the identities of the legal owners of the trust are irrelevant for this purpose.

Les délégations sont convenues que les textes en langue française et néerlandaise du nouvel article 12A ont la même signification que l'expression anglaise «beneficial interest». En particulier, pour que la condition décrite au paragraphe précédent soit remplie, il est nécessaire que plus de 50 p.c. des droits au revenu, ainsi que des autres droits économiques, de la personne demandant les avantages conventionnels soient la propriété d'une ou plusieurs des personnes énumérées. Dans l'éventualité où un trust, par exemple, demanderait les avantages conventionnels, plus de 50 p.c. des intérêts détenus par les bénéficiaires dudit trust doivent être détenus par des personnes énumérées pour que la condition soit remplie; l'identité des propriétaires légaux du trust est ici sans pertinence.

De delegaties zijn overeengekomen dat de teksten in de Franse en de Nederlandse taal van het artikel 12A dezelfde betekenis hebben als de Engelse uitdrukking «beneficial interest».

Opdat aan de in de voorgaande paragraaf omschreven voorwaarde voldaan is, is in het bijzonder nodig dat meer dan 50 percent van de rechten op inkomsten of van de andere economische rechten, van de persoon die de voordelen ingevolge de overeenkomst vraagt eigendom zijn van één of meer van «de vermelde personen». Ingeval een trust, bij voorbeeld, de voordelen ingevolge de overeenkomst zou vragen, moeten meer dan 50 percent van de belangen die in het bezit zijn van begunstigen van die trust in het bezit zijn van «de vermelde personen» opdat aan de voorwaarde zou voldaan zijn; de identiteit van de wettelijke eigenaars van de trust is hier zonder belang.

Indien wat voorafgaat met Uwe inzichten overeenstemt, zou ik gelukkig zijn daarvan de bevestiging te mogen ontvangen.

Gelieve, Excellentie, de hernieuwde verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting wel te wettigen aanvaarden.

Voor de Staatssecretaris :

Ik bevestig deze interpretatie namens de Regering van het Koninkrijk België.

Ik neem deze gelegenheid te baat om Uwe Excellentie de verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting te hernieuwen.

Herman Dehennin,
Ambassadeur van België.

If this is in accord with your understanding, I would appreciate a confirmation from you to this effect.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

I confirm this understanding on behalf of the Government of the Kingdom of Belgium.

I take the opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Herman Dehennin,
Ambassador of Belgium.

Si ce qui précède correspond à vos vues, je serais heureux d'en recevoir de vous la confirmation.

Veillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Pour le Secrétaire d'Etat :

Je confirme cette interprétation au nom du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Je saisis cette occasion de renouveler à votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

Herman Dehennin,
Ambassadeur de Belgique.

Les instruments de ratification ont été échangés le 19 juillet 1989 à Bruxelles. Conformément son article 4 le Protocole est entré en vigueur le 3 août 1989.

De ratificatieinstrumenten werden uitgewisseld te Brussel op 19 juli 1989. Overeenkomstig artikel 4 is het Protocol in werking getreden op 3 augustus 1989.

F. 89 — 1949

Convention internationale sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, et Protocole de signature, signés à Bruxelles le 10 octobre 1957 (1). — Dénonciation par les Pays-Bas

Le 1^{er} septembre 1989 a été enregistré au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, un instrument daté du 8 août 1989, émanant du Royaume des Pays-Bas, notifiant la dénonciation par les Pays-Bas de la Convention précitée.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Convention, la dénonciation produira ses effets à l'égard des Pays-Bas le 1^{er} septembre 1990.

(1) Voir *Moniteur belge* du 29 janvier 1976.

F. 89 — 1950

Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, signés à New York le 10 juin 1958 (1). — Adhésions

Par une notification reçue le 19 avril 1985, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré, conformément au paragraphe 2 de l'article X de la Convention, que celle-ci s'étendrait à Guernesey.

La notification susmentionnée contient la déclaration suivante :
(Traduction) (Original : anglais)

... la Convention, conformément au paragraphe 3 de son article premier, s'appliquera pour ce qui est de Guernesey à la reconnaissance et à l'exécution des seules sentences rendues sur le territoire d'un autre Etat contractant.

(1) Voir *Moniteur belge* du 15 novembre 1975.

N. 89 — 1949

Internationaal Verdrag nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen, en Protocol van ondertekening, ondertekend te Brussel op 10 oktober 1957 (1). — Opzegging door Nederland

Op 1 september 1989 is bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België een op 8 augustus 1989 gedagtekende akte van het Koninkrijk der Nederlanden ingekomen, waarbij kennisgeving wordt gedaan van de opzegging van voornoemd Verdrag door Nederland.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 13 van het Verdrag gaat deze opzegging voor Nederland in op 1 september 1990.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 1976.

N. 89 — 1950

Verdrag over de erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken, opgemaakt te New York op 10 juni 1958 (1). — Toetredingen

In een op 19 april 1985 ontvangen kennisgeving heeft de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, overeenkomstig artikel X, tweede lid, van het Verdrag, verklaard dat de toepasselijkheid van het Verdrag werd uitgebreid tot Guernesey.

De voornoemde kennisgeving bevat de volgende verklaring :
(Vertaling) (Oorspronkelijke taal : Engels)

Overeenkomstig artikel 1, derde lid, zal het Verdrag, voor wat Guernesey betreft, slechts worden toegepast op de erkenning en tenuitvoerlegging van uitspraken gewezen op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Staat.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 15 november 1975.